

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 MAI 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/282 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 25 000 € AU POLE DE COMPETITIVITE CAPENERGIES - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/282

BUREAU DU 12 MAI 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 25 000 € AU
POLE DE COMPETITIVITE CAPENERGIES - ANNEE
2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 3 avril 2025 pour l'attribution d'une subvention de 25 000 € au Pôle de compétitivité CAPENERGIES,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que le Pôle de compétitivité CAPENERGIES rassemble aujourd'hui près de 530 membres et partenaires issus de l'industrie, de la recherche et de la formation dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques,

CONSIDERANT qu'une quarantaine d'entreprises et structures emplantées dans le Var sont membres de CAPENERGIES dont près de la moitié ont leur siège situé sur le territoire de la Métropole TPM alors que d'autres ont une implantation et une activité sur le territoire de la Métropole TPM, avec leur siège dans un autre territoire,

CONSIDERANT que l'ambition du Pôle CAPENERGIES et de son réseau est d'être un acte majeur de deux grands défis de notre société : la transition énergétique et la compétitivité des entreprises,

CONSIDERANT que la nouvelle stratégie du Pôle CAPENERGIES est structurée autour de 4 Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) relative à la transition énergétique telle que définit pour la phase V des pôles de compétitivité pour la période 2023-2026 :

- Décarboner les usages et en améliorer l'efficacité énergétique,
- Optimiser les systèmes énergétiques,
- Produire de l'énergie et de l'hydrogène bas-carbone,
- Intensifier la sobriété et l'efficacité énergétique des usagers,

Au bénéfice de 3 types de territoires : territoires urbains et métropolitains, territoires ruraux et de montage, territoire insulaire non interconnectés et zones isolées,

CONSIDERANT que ces Domaines d'Activités Stratégiques ont été enrichis en accentuant la digitalisation et les dimensions sociétales, économiques et environnementales et que ce positionnement s'inscrit parfaitement dans les politiques publiques au niveau régional, national et européen,

CONSIDERANT que le programme d'actions prévues en 2025 prévoit :

1. Innovation – Actions relative à l'Usine à projets / Innovation,
2. Europe,
3. Développement à l'international,
4. Formation – Emploi,
5. Croissance des entreprises – Transition Ecologique ; Energétique et climatique,
6. Autres actions sur la filière du Pôle,
7. Contributions aux OIR (Opérations d'Intérêt Régionale),

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER au Pôle CAPENERGIES une subvention de 25 000 €, (vingt-cinq mille euros) maximum pour l'année 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe et de **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget principal 2025, opération 15 - article : 65748 - fonction : 61.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 mai 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2025

POLE DE COMPETITIVITE « CAPENERGIES »

GOUVERNANCE ET ANIMATION

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° _____ en date du _____

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

L'association dénommée « Pôle de compétitivité Capenergies » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège dans les locaux du bâtiment Henri Poincaré – Domaine de Petit Arbois, Avenue Louis Philibert – 13547 Aix-en-Provence Cedex 4 représenté par le Président dûment mandaté **Monsieur Christophe BOURMAUD** habilité à cet effet par les statuts de l'association.

Ci-Après désigné « L'Association »

Le pôle de compétitivité CAPENERGIES, représenté par son Président Monsieur Christophe BOURMAUD, est situé à Aix-en-Provence. Il rassemble aujourd'hui près de **530 membres** et partenaires issus de l'industrie, de la recherche, et de la formation dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques. Le Pôle a labélisé depuis sa création 801 projets innovants et collaboratifs dont 506 ont obtenu un financement public pour près de 631 millions d'euros.

Capenergies est positionné sur les marchés de la transition énergétique, l'efficacité énergétique des usages, leur décarbonation, le développement des énergies non émettrices de gaz à effet de serre et les systèmes énergétiques (flexibilité, stockage, réseaux...). Capenergies développe ainsi un ensemble de services et d'activités destinés à accompagner le réseau de PME et TPE régionales dans leur dynamique d'innovation et de développement économique et social.

Une quarantaine d'entreprises et structures implantées **dans le Var** sont membres de CAPENERGIES **dont près de la moitié ont leur siège situé sur le territoire de la Métropole TPM**. D'autres membres de Capenergies ont une implantation et une activité sur TPM, avec leur siège dans un autre territoire tels que des grands groupes comme EDF, Enedis, Engie, GRDF, Dalkia, RTE, GRT gaz.

Plusieurs entreprises du territoire ont montré un intérêt pour adhérer au Pôle et pour lesquelles des discussions sont en cours (GREENTA, ADRET, MICRO BE...). En 2024, l'université de Toulon a rejoint le Pôle CAPENERGIES.

L'ambition du pôle CAPENERGIES et de son réseau est d'être un acteur majeur de deux grands défis de notre société : **La transition énergétique et la compétitivité des entreprises.**

En 2024, CAPENERGIES a déployé sa nouvelle stratégie (Domaines d'Activités Stratégiques) relative à la transition énergétique telle que définit pour la phase V des pôles de compétitivité pour la période 2023-2026.

La stratégie du pôle CAPENERGIES sera structurée autour de 4 Domaines d'Activités Stratégiques :

- **Décarboner les usages** : industrie, mobilités (terrestre, maritime, aérien), bâtiment, agriculture ;
- **Optimiser les infrastructures et les réseaux énergétiques** (stockage, flexibilité, infrastructure...)
- **Produire de l'énergie et de l'hydrogène bas-carbone.**
- **Intensifier la sobriété et l'efficacité énergétique des usagers.**

Au bénéfice de 3 types de territoires : Territoires urbains et métropolitains ; Territoires ruraux et de montagne ; Territoire insulaire non interconnectés et zones isolées.

Ces Domaines d'Activités Stratégiques ont été enrichis en accentuant la digitalisation de l'énergie et les dimensions sociétales, économiques et environnementales. Ce positionnement s'inscrit parfaitement dans les politiques publiques au niveau régional, national et européen.

RETOMBEES, CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS POUR NOTRE TERRITOIRE EN 2024:

En 2024, plusieurs structures du territoire de TPM ont bénéficié d'un accompagnement par Capenergies : ATISYS Concept, D&C Consultant, SETEC, FORTIL, Mini Green Power SAS, ISEN – Yncrea Méditerranée – L'université de Toulon – Nereid Water.

Plusieurs actions et contributions spécifiques du Pôle ont été réalisées en 2024 au service du territoire et en cohérence avec les orientations de la métropole TPM :

1. Stratégie de développement durable et de lutte contre le changement climatique :

- Contribution à l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et du Schéma Directeur des Energies de TPM ;
- Participation aux réunions thématiques sur la Loi pour l'accélération des énergies renouvelables (loi APER) avec la DGA Développement Durable et Valorisation du Territoire ;

2. Transition énergétique et écologique :

Les principaux événements 2024 de la Transition Énergétique pour lesquels les membres du territoire de TPM ont pu être partie prenante ont été les suivants :

- Hydrogène – production ENR : (HYVOLUTION 2024, MEET4 Hydrogène 2024 à Toulon, journée filière solaire industrie : projet de gigafactory en région Sud, événement solaire en co organisation avec SAP, plusieurs webinaires, conférences sur les thématiques de l'agrivoltaïsme, les gaz verts, les réseaux thermiques, le stockage énergétique et procédés innovants).
- Mobilités – Transports : Salon Ever Monaco, trois sessions du Club Mobilité Durable.

- Smart cities – Bâtiments : rencontres « villes durables et décarbonées », membre du jury pour les commissions bâtiment durable méditerranée (BDM) ;
- Organisation par CAPENERGIES d'un rendez-vous mensuel d'une heure afin d'animer plusieurs thématiques liées aux actualités énergétiques, aux appels à projets en cours et à venir, aux témoignages des entreprises ou organisations membres du Pôle,
- Poursuite du programme InterConnect (projet européen smartgrid),
- Participation à plusieurs projets européens (Marittimo INVECE / H2 MOVE) pour lesquels le Pôle a été lauréat en 2023 impactant ainsi les entreprises et organismes du Territoires.
- Accompagnement des entreprises de TPM sur les appels à projets France 2030 (APP) et sur l'expérimentation Etat-Région (une COP d'avance).
- Favoriser l'employabilité de travailleurs handicapés,
- Lancement d'un projet à l'AMI (compétences et Métiers d'avenir) pour soutenir la formation en lien avec le développement de projet hydrogène dont ceux présents sur le territoire de TPM,
- Les Rencontres Recherches / entreprises en 2024 avec une journée thématique régionale qui a rassemblée environ 80 participants. A la demande de l'Université de Toulon, ce format a été décliné sur le territoire du Var en co organisation avec la Métropole, TVT, l'ISEN et CAPENERGIES,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au **projet défini en annexe I** que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Article 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Cette convention est conclue pour l'année 2025.

Article 3 – Engagement du Pôle CAPENERGIES

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à

l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisé par ses soins,

- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- Respecter le contrat d'engagement Républicain (CER) conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent à respecter « les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...), « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Article 4 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association « Pôle de compétitivité Capenergies » à hauteur de 25 000 € conformément au **budget prévisionnel en annexe II** de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, opération 15 - article : 65748 -- fonction : 61

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 1,26 % du montant des dépenses subventionnelles, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **25 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit **17 500 euros** à la notification de la convention,
- Le solde, soit **7 500 euros** (30%) après la remise des pièces justificatives suivantes :

-Un compte rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif

du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

-Un rapport annuel d'activités.

-Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si les aides publiques sont supérieures à 75 000 euros), bilan, compte de résultat et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'aides publiques supérieures à 153 000 euros).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 6 – OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire certifier et approuver conforme ses comptes par un expert-comptable et par un commissaire aux comptes (si le total des aides publiques sont supérieures à 153 000 €).

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

Article 7 – CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers public, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Article 8 – EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'adhérents et d'actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de la Métropole TPM
- Qualitatifs : Noms des adhérents, types d'entreprises accompagnées, et nature des actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de la Métropole TPM.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Article 9 – SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution de l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La réalisation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifiés par le comptable public.

Article 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

Article 12 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

Article 13 – POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données :

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles :

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Développement Economique.

Destinataires des données personnelles :

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles :

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles :

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
 - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex www.cnil.fr

Article 14 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Article 15 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention :

- Le programme d'actions 2025 (annexe 1),
- Le budget prévisionnel 2025 (annexe 2)

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention. En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

<p>Pour le Pôle de compétitivité « CAPENERGIES »</p> <p>Le Président Christophe BOURMAUD</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS PREVUES EN 2025 :

I. Innovation - Actions relative à l'Usine à projets/Innovation :

- Accompagner à l'émergence des projets d'innovation
- Accompagner à la structuration des projets d'innovation
- Accompagner des projets d'innovation vers les guichets de financement
- Accompagner à la mise en œuvre, et au suivi des projets d'innovation
- Accompagner à la mise sur le marché des produits et services innovants

II. Europe.

- Participer à la détection des opportunités de financement européennes dans les domaines d'intérêt (innovation, transition énergétique, mobilité et inter-clustering) dans le cadre de la nouvelle programmation financière européenne 2021-2027.
- Animer le « Club Europe ».
- Accompagner les entreprises membres vers les guichets de financement européens.
- Assurer la bonne exécution des engagements sur les 6 projets dans lesquels le Pôle sera partie prenante en 2025 (Concerto Renov', le e-DIH Move2Digital, FrHyge, H2Move, INVECCE, GARDEN).
- La recherche de nouvelles participations directes dans le but de générer deux nouveaux projets Européen pour le pôle d'ici 2025.

III. Développement à l'international.

- Accompagner les entreprises vers les dispositifs d'aide à l'export existants, en particulier ceux développés par la Team France Export Région Sud et RisingSUD.
- Accompagner les groupes de membres sur des destinations/marchés, en fonction des intérêts des membres.
- Développer des coopérations à l'international du pôle.

IV. Formation – Emploi

- Accompagner les entreprises sur la montée et l'adaptation des compétences de leurs salariés et dans le recrutement de leurs futurs collaborateurs notamment les personnes en situation de handicap.
- Préparer les futures compétences.
- Aider au déploiement des formations sur les métiers en tension afin de répondre aux attentes de l'écosystème.
- Accompagner les entreprises sur des projets de recrutement d'envergure à fort impact pour la région.

V. Croissance des entreprises – Transition Ecologique, Energétique et climatique

- Orienter les entreprises vers les dispositifs d'aide mis en place par la région Sud.
- Accompagner les PME à fort potentiel.
- Organiser les Rencontres d'affaires Capenergies.
- Favoriser le déploiement d'actions en faveur de la transition écologique.

VI. Autres actions sur la filière du Pôle :

Il s'agit d'animer l'écosystème, la communauté des membres, le réseau des pôles et la collaboration inter-clusters. Les objectifs sont les suivants :

- Renforcer les liens du Pôle avec ses membres.
- Soutenir les priorités nationales, France-2030, plan climat et rePowerEU.
- Diffuser auprès des membres les informations relatives à l'activité du pôle.
- Valoriser les actualités et résultats des membres.
- Mutualiser les actions d'animation avec d'autres structures et pôles.

VII. Contribution aux OIR (Opérations d'Intérêt Régional) dans les domaines suivants :

- Sobriété et efficacité énergétique
- Hydrogène,
- Energies renouvelables (solaire, bioénergies...)
- Nucléaire,
- Décarbonation des usages en lien avec l'énergie
- Systèmes énergétiques optimisés,
- Accompagnement de la transformation digitale du secteur de l'énergie.

Budget prévisionnel du Pôle 2025 - Action TPM
POLE DE COMPETITIVITE CAPENERGIES

DEPENSES	€ HT	Axe 1/2/3/4/6		Axe 5
		A-GOUV	B-ANIMATION	B-OR I PROGRAMME
60 - Achats	5 564	1 002	3 161	2 401
605 - Achats de matériels, équipements	0	0	0	0
606 - Achats de fournitures	5 564	1 002	3 161	2 401
61 - Services extérieurs	207 043	23 929	119 354	63 821
611 - Prestations de services	40 340	7 255	13 507	17 405
612 - Locations	57 728	10 398	22 420	24 909
614 - Charges locatives	6 955	1 253	2 701	3 001
615 - Entretien et réparations	7 651	1 378	2 971	3 301
616 - Assurance	2 782	501	1 080	1 200
617 - Etudes et recherche	67 700	0	67 700	0
618 - Divers	23 888	3 132	6 753	14 003
62 - Autres services extérieurs	479 734	133 297	515 209	228 218
621 - Personnel extérieur à l'entreprise	245 891	62 900	59 912	123 779
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	27 083	4 978	10 516	11 606
623 - Publicité, publications	44 900	5 093	5 900	33 000
6251 - Déplacements	53 478	9 626	13 851	30 001
6257 - Réceptions	80 387	49 176	5 810	25 400
626 - Frais postaux et frais de télécom	10 085	1 817	3 017	4 352
627 - Services bancaires et assimilés	0	0	0	0
628 - Cotisations	15 000	0	15 000	0
633 - Impôts, taxes et versements assimilés	1 478	626	1 351	1 501
6311 - Taxe sur salaires (inclu dans charges de personnel)	0	0	0	0
6333 - Taxe formation professionnelle	1 478	626	1 351	1 501
64 - Charges de personnel	891 819	179 448	286 399	325 749
641 - Salaires	554 370	107 688	221 835	185 482
642 - Charges sociales (y compris taxe sur salaires)	256 548	71 779	164 564	130 266
65 - Autres charges de gestion courante	0	0	0	0
66 - Charges financières	0	0	0	0
681 - Dotations aux amortissements et provisions	0	0	0	0
TOTAL des charges prévisionnelles	1 564 425	338 303	624 412	621 710
67 - Contributions volontaires	393 753	19 810	139 231	234 712
Valorisation temps passé	0	0	0	0
Dons en nature	66 020	5 910	44 150	16 130
Prestations en nature	327 663	14 000	95 081	218 582
TOTAL des charges	1 978 178	358 113	763 643	856 421
RECETTES	€ HT	Axe 1/2/3/4/6		Axe 5
		A-GOUV	B-ANIMATION	B-OR I ANIMATIONS THEMATIQUES
70 - Produits	91 000	0	0	91 000
706 - Prestations de services	91 000	0	0	91 000
73 - Autres produits	493 831	33 529	333 857	127 042
736 - Cotisations	284 918	33 529	206 589	41 890
738 - Contributions financières	209 820	0	126 498	83 162
74 - Subventions d'exploitation	918 798	304 774	361 366	483 657
Etat	26 189	10 000	0	16 189
SP (Associations d'habitants) Capen	0	0	0	0
CaC (DGE)	20 195	10 000	0	10 195
Union Européenne	0	0	0	0
Région SUD	468 587	215 000	177 520	277 867
Donc sans Région	880 587	215 000	177 520	277 967
Donc sans Etat	0	0	0	0
Total Départements et Communautés	168 000	26 000	60 000	70 000
Départements	0	0	0	0
CD 13	0	0	0	0
CD 84	0	0	0	0
CD 06	0	0	0	0
CD 04	0	0	0	0
CD 05	0	0	0	0
Communautés de communes	150 000	20 000	60 000	70 000
MPM	90 000	15 000	30 000	45 000
TPM	20 000	5 000	10 000	15 000
NCA	20 000	0	0	20 000
CPA	0	0	0	0
CASA	0	0	0	0
Grand Arignan	15 000	0	10 000	5 000
Autres	160 000	29 774	83 835	46 391
CaC	101 000	50 774	20 835	29 391
CaC - Cotisations locales	53 000	0	33 000	20 000
76 - Produits financiers	0	0	0	0
78 - Reprises sur amortissements et provisions	0	0	0	0
TOTAL des produits prévisionnels	1 564 424	338 303	624 412	621 709
87 - Contributions volontaires	393 753	19 810	139 231	234 712
Valorisation temps passé	0	0	0	0
Dons en nature	66 020	5 910	44 150	16 130
Prestations en nature	327 663	14 000	95 081	218 582
TOTAL des produits	1 978 177	358 113	763 642	856 421